

FRONT DE GAUCHE GENNEVILLOIS

MDPH 92 :
ASSEZ D'ATTENDRE !

Nadia Mouaddine

Le 29 juin, usager-es, familles, professionnel·les se sont réunis à la mairie de Gennevilliers pour dénoncer une situation intenable : à la MDPH des Hauts-de-Seine, les délais de traitement peuvent atteindre 12 mois, alors que la réglementation prévoit 4 mois.

Derrière ces retards, ce sont des personnes qui attendent des droits essentiels : des aides, des accompagnements, des orientations et des réponses indispensables à leur quotidien.

La MDPH 92 est placée sous la responsabilité du Département des Hauts-de-Seine. Celui-ci doit donc rendre des comptes. Dans l'un des départements les plus riches de France, il est inacceptable que des personnes en situation de handicap attendent des mois pour obtenir des réponses auxquelles elles ont droit. Ces délais traduisent des choix politiques.

Les alertes se multiplient, mais le Département tarde à agir. Il doit prendre ses responsabilités et engager les moyens nécessaires pour renforcer les équipes, améliorer l'organisation et garantir des réponses dans des délais respectueux des droits.

Rendez-vous samedi 26 septembre à 10h30, salle du conseil municipal de Gennevilliers, pour la première réunion du comité de vigilance et préparons ensemble la mobilisation d'ampleur prévue en octobre 2026.

Cet été, faisons circuler la pétition. Elle exige du Département des mesures urgentes pour garantir le respect des droits des personnes en situation de handicap : <https://sl1nk.com/xg68jda>

GENNEVILLIERS, SOCIAL-ÉCOLOGIE

POUR L'AVENIR DE NOS ENFANTS !



Tristan Pépin

Notre majorité municipale a fait depuis de nombreuses années de l'éducation et de l'égalité des chances pour tous, un des axes majeurs de sa politique publique.

La Ville de Gennevilliers, dans le cadre de ses compétences, continue de prendre ses responsabilités en tant qu'actrice de la communauté éducative et se mobilise pour offrir des moyens et des actions concrètes. C'est ainsi près de la moitié du budget communal qui est lié à l'enfance et à l'éducation.

Mais l'ensemble de ces actions perdent de leur sens et de leur impact si l'Éducation nationale n'assure pas ses missions, dont la principale est la présence effective d'enseignant/es devant les élèves. Les situations se multiplient chaque année : professeurs absents non remplacés, remplacements fragiles par manque de personnel, etc.

Les rentrées scolaires 2023, 2024 et 2025 ont été particulièrement compliquées : fermetures de classes, absences non remplacées de professeurs, non-renouvellement de contrats d'enseignants, etc. La situation s'était améliorée uniquement grâce à la forte mobilisation de la communauté éducative.

La baisse éventuelle dans les prochaines années de la population scolaire ne doit pas être le prétexte à des économies sur le dos de l'éducation et de l'avenir de nos enfants.

Notre majorité poursuivra donc encore à cette rentrée scolaire, son soutien à la mobilisation légitime des parents d'élèves et des enseignants pour une meilleure prise en compte des besoins des élèves de Gennevilliers.

LES ÉCOLOGISTES

CONTRIBUTION
NON PARVENUE

LES GENNEVILLOIS

NOS ENFANTS,
NOTRE BATAILLE

Lætitia Ghirardi

Depuis plusieurs rentrées scolaires, des classes débutent trop souvent sans enseignant : cette situation n'est plus exceptionnelle, elle est devenue récurrente. Certes, la commune n'a pas la responsabilité des affectations de l'Éducation nationale, mais elle a le devoir d'intervenir en amont, d'alerter les autorités compétentes, de défendre sans relâche les intérêts des élèves et de leurs familles. Aucun enfant ne devrait commencer son année sans professeur.

Nous devons aussi aller plus loin dans l'accompagnement des enfants en situation de handicap. Plusieurs villes ont fait le choix de recruter des agents municipaux, en complément des AESH de l'Éducation nationale, afin d'assurer une continuité sur les temps de restauration, d'accueil périscolaire ou de loisirs. Cette initiative mérite d'être sérieusement étudiée : l'inclusion ne peut pas s'arrêter à la porte de la classe, elle doit être une réalité tout au long de la journée.

D'ailleurs, les temps de cantine et de centre nécessitent une vigilance de tous les instants. Les difficultés signalées à l'école Lurcat l'année dernière, comme les faits qui ont récemment marqué l'actualité à Paris, rappellent que la sécurité de nos enfants n'est jamais acquise. Les effectifs d'encadrement, la formation des agents, la prévention des violences et le bien-être des enfants doivent faire l'objet d'une attention permanente, pour éviter qu'un drame ne survienne.

Nous souhaitons enfin que chaque habitant, les jeunes comme les moins jeunes, puisse accéder à une activité sportive et/ou culturelle. Trop de familles ignorent qu'elles peuvent bénéficier de différentes aides, souvent cumulables : celles de la CAF (Pass Loisirs), du Département (Pass 92), de la Région (Labaz), de l'État ou du Comité d'Entreprise. La Municipalité pourrait d'ailleurs créer un guichet unique, afin que personne ne renonce à une activité par manque d'information.

Et en ce début de campagne présidentielle, n'oublions pas que l'école, l'éducation, doit être le premier investissement : l'épanouissement de nos enfants doit être notre priorité collective.

LA FRANCE INSOUMISE
GENNEVILLIERSFACE À L'INACTION CLIMATIQUE
DE L'ÉTAT, AGISSONS AU NIVEAU
LOCAL !

Claire Fiquet

Tandis que le Haut Conseil pour le climat alerte sur l'urgence de changer d'échelle dans les politiques climatiques afin de protéger la population française du changement climatique et de la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles, le Gouvernement montre son impréparation, proposant des mesurètes insuffisantes pour protéger l'ensemble de nos concitoyen·nes. Dans le même temps, la France insoumise sortait son plan canicule avec des mesures profondes de transformation dans l'optique d'une vraie bifurcation écologique.

Nous observons une augmentation des décès à domicile, liés aux fortes chaleurs, particulièrement pour les gens vulnérables et habitant dans des logements bouillottes. Comme à l'accoutumée, ce sont les personnes pauvres qui trinquent en premier car nous ne sommes pas égaux face au dérèglement climatique.

La ville de Gennevilliers a déclenché son plan canicule en mettant en place de réelles mesures pour les habitant·es mais ce n'est malheureusement pas suffisant. C'est l'adaptation de la ville et du bâti qu'il faut désormais porter quand des gens crèvent de chaud chez eux, quand il fait une chaleur insoutenable dans les salles de classe ou les hôpitaux. Il faut faire pression sur les bailleurs et les promoteurs pour adapter les normes de construction et exiger la réhabilitation des logements bouillottes. La création d'îlots de fraîcheur par le prisme de la végétalisation est également indispensable. Il est urgent d'agir pour protéger les plus vulnérables et adapter la ville aux fortes chaleurs.

Agir maintenant localement et nationalement pour un programme de rupture en 2027, sinon des gens vont encore y laisser leur vie.

Claire Fiquet lfigennevilliers@gmail.com
- Permanence : jeudi 3 septembre, Bourse du Travail

LES CONTRIBUTIONS
PUBLIÉES
DANS CES PAGES
N'ENGAGENT
PAS LA RÉDACTION
DE GENNEVILLIERS
MAGAZINE